

**Colloque sur la Corée du sud
11-XII-1996**

**Discours de clôture de Pierre Mauroy
Président de la Fondation Jean-Jaurès**

Mesdames, Messieurs,

Notre journée d'études sur la Corée du sud a été passionnante. Je veux en féliciter tous ceux qui, à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques comme à la Fondation Jean-Jaurès, ont contribué à en faire un succès et remercier tous ceux qui ont, nombreux et attentifs, nous ont faits le plaisir de participer à nos travaux.

L'actualité récente, et notamment la vente de Thomson multimédia, a fait du thème de notre colloque un sujet de controverse : pour caricaturer, les Français ont considéré les réactions de Daewoo comme maladroites ; et les Coréens ont ressenti les réactions en France comme insultantes. Toute cette affaire ne peut que renforcer l'utilité de ce colloque tant elle illustre - au-delà des aspects de politique intérieure - la méconnaissance, et parfois la méfiance, entre la France et la Corée ou, plus largement entre l'Europe et l'Asie.

De nombreuses raisons incitaient à consacrer une journée d'études à la Corée. Je voudrai insister sur deux de ces raisons qui sont autant de convictions.

La première conviction porte sur la *nécessité d'un dialogue constructif avec l'Asie*. L'Asie regroupe aujourd'hui la moitié de l'humanité. Elle concentre une partie importante de la croissance mondiale. Elle s'intègre de plus en plus dans les échanges commerciaux et financiers. Mais elle demeure trop négligée et les grandes démocraties européennes, - au premier rang desquelles, la France - naviguent d'un écueil à un autre, sans trouver le bon cap.

C'est souvent l'ignorance qui domine. Une ignorance qui peut s'expliquer par la difficulté générale de s'adapter à un monde qui change et la difficulté spécifique de comprendre une civilisation différente. Mais une ignorance coupable que plus rien ne peut justifier.

Le second écueil est celui de la peur, et il constitue d'une certaine manière le corollaire du premier. Peur, ~~au choix~~^{ou} de la différence de l'Asie, ^{ou} de sa concurrence, de son impénétrabilité. Peur qui mène, dangeureusement, au repli, aux dérives racistes parfois, aux tentations protectionnistes souvent.

En contribuant à faire progresser la connaissance qu'ont Français et Coréens les uns des autres, j'espère que notre journée aura permis modestement de favoriser ce "dialogue constructif" que j'appelle de mes vœux.

La seconde conviction part de cet étonnant paradoxe qui existe entre *l'importance de la Corée* et *l'ignorance sur la Corée*. Je ne vais pas commenter à mon tour les évolutions que connaît la Corée, évolutions dont beaucoup d'intervenants ont à juste titre souligné qu'elles étaient d'ampleur et qu'elles allaient dans le bon sens. Je ne vais pas davantage souligner l'attention particulière que mérite son poids économique et stratégique.

Non ! Je crois que c'est au moins autant en raison de deux autres évolutions majeures que la Corée incite à la réflexion.

La première évolution concerne la démocratie. La Corée a, chacun le sait, connu les affres des dictatures successives avant - et beaucoup, non pas ici mais ailleurs, l'ignorent - d'emprunter/le chemin prometteur de la démocratie.

Cette démocratie n'est ni la première ni la seule en Asie, loin s'en faut. Mais elle constitue malgré tout aujourd'hui un exemple.

Car, même si elle n'est pas parfaite, elle présente tous les attributs ou presque d'une démocratie : non seulement élections libres, multipartisme réel et parlement vivant mais aussi presse de haut niveau, démocratie locale et véritables débats publics.

Et, davantage encore, elle démontre une nouvelle fois l'universalité de la démocratie.

Cette universalité est proclamée par tous les grands textes internationaux. Elle est défendue par toutes les organisations qui défendent les droits de l'homme et par toutes les formations qui appartiennent à l'Internationale socialiste.

Mais certains continuent d'expliquer qu'en raison de différences de développement, ou en raison de différences de cultures, la démocratie ne pourrait s'implanter partout. Il faudrait, disent-ils, accepter un fonctionnement autoritaire pour réussir à marche forcée le développement.

Au-delà des objections *théoriques* ou morales qu'il faut opposer à ces thèses, il est heureux que des pays comme la Corée viennent apporter la preuve *concrète* de leur inanité et viennent donc confirmer une nouvelle fois l'universalité de la démocratie et des droits de l'Homme.

La seconde évolution concerne le social et je suis convaincu qu'elle bat en brèche deux idées trop couramment reçues.

D'un côté, certains arguent du risque de dumping social pour plaider la mise en place de politiques protectionnistes.

Ils considèrent que les pays en développement en général et les pays du sud-est asiatique en particulier utilisent le faible niveau de leurs salaires pour mener aux pays industrialisés une concurrence déloyale.

L'argument n'est pas entièrement faux. Mais il oublie notre propre histoire. Et surtout il néglige des exemples comme, là aussi, celui de la Corée qui montrent que la croissance économique peut se traduire par des augmentations importantes du pouvoir d'achat qui nourrissent elles-mêmes la croissance.

On ne peut pas dénoncer les inégalités de développement et interdire dans le même temps aux pays les plus pauvres de se développer. Reste à savoir s'il existe ou non des limites dans la manière dont est conduit ce développement. Et c'est là qu'on arrive à la deuxième idée reçue.

Pour d'autres - théoriciens de l'ultra-libéralisme ou gouvernements, généralement conservateurs, des pays pauvres - il faudrait laisser le marché et le marché seul organiser les échanges internationaux.

Aujourd'hui même, se poursuit à Singapour une importante réunion de l'Organisation Mondiale du Commerce. Un conflit, dont on n'a pas suffisamment parlé en France, a précédé cette réunion.

Il portait sur l'introduction d'une clause sociale dans le commerce mondial, afin de lier l'ouverture des marchés au respect des normes fondamentales définies par l'Organisation Internationale du Travail : interdiction du travail des enfants, interdiction de l'esclavage, interdiction du travail forcé et aussi liberté syndicale.

Je l'ai dit, j'entends bien les arguments de ceux qui défendent le seul avantage comparatif dont ils disposent - à savoir les Hommes -. Je sais que la croissance économique est potentiellement porteuse de progrès social. Je connais l'histoire des pays européens.

Mais je crois qu'il n'y a aucun argument qui puisse justifier les entraves apportées trop souvent à la liberté syndicale. La liberté syndicale n'a pas de coût. Elle est constitutive de la démocratie. Elle est une condition d'un partage plus équilibré de la richesse.

C'est pourquoi la Confédération internationale des syndicats libres a fait du combat pour la clause sociale l'une de ses priorités.

C'est pourquoi aussi l'Internationale socialiste a apporté son soutien à ce combat à travers duquel se joue le modèle de mondialisation que nous allons connaître avec le risque d'un alignement par le bas ou l'espoir d'un alignement par le haut.

C'est pourquoi enfin je me permets, avant de conclure, de dire ici un appel aux responsables politiques Coréens que j'espère qu'un prochain, qu'un très prochain colloque me donne l'occasion de saluer les progrès de la liberté syndicale.

Aujourd'hui en tout cas, je veux saluer les progrès déjà accomplis, aussi bien politiques que sociaux. Ils constituent à bien des égards un exemple et un espoir. Un exemple pour beaucoup de pays d'Asie. Un espoir de voir la mondialisation devenir une chance et non un risque. Dans le contexte géographique, stratégique et démographique particulièrement difficile qu'elle connaît, la Corée, fière de ses traditions, de sa civilisation et de son dynamisme mérite d'être saluée.